

collectif poitevin

d'ailleurs nous sommes d'ici

Calais :

les bulldozers ne font pas une politique !

Une fois de plus, l'unique réponse qu'envisagent les pouvoirs publics face à la situation dans le Calais, c'est l'évacuation d'un camp de réfugiés, et leur dispersion. Le gouvernement ne s'attaque pas aux causes réelles du problème; il ne fait que le déplacer et l'aggraver en s'attaquant aux victimes condamnées à se disperser dans la peur.

Les migrants qui se trouvent dans le Calais veulent souvent rejoindre des proches en Grande-Bretagne. D'autres seraient en droit de demander l'asile en France mais ils ne le savent pas toujours, ou bien ils se méfient de l'accueil qui leur serait réservé. D'autres encore attendent une réponse à leur demande. Parmi eux, il y a beaucoup d'enfants...

Aujourd'hui, la partie principale du bidonville d'État de Calais est constituée de tentes et d'abris sommaires, bâtis par les réfugiés avec des bénévoles de différentes associations. Dans ces quelques kilomètres carrés sont

nés peu à peu des cafés ou des restaurants de fortune, de minuscules épiceries, des lieux de culte de différentes religions, de toutes petites écoles, un théâtre sous chapiteau, une cabane d'aide juridique, plusieurs endroits dévolus à des soins, etc.

Le ministre veut convaincre qu'il faut raser tout cela pour le bien des occupants. En réalité, il poursuit une politique cynique et violente pour dissuader les migrants de venir. Depuis des années l'État a ainsi sciemment laissé se dégrader la situation de ces populations, abandonnant l'humanitaire aux bénévoles des associations qui font beaucoup avec peu de moyens. Nous dénonçons l'indignité de ces conditions de vie. Pour autant, il n'est pas question de cautionner l'évacuation annoncée, parce qu'elle est inhumaine, et parce qu'elle ne résoudra rien.

Il faut cesser de chasser de bidonvilles en bidonville toute la misère du monde, persécution qui ne fait qu'exaspérer le ressentiment des « riverains ».

Non, le malheur des migrants ne fera pas le bonheur des Français, pas plus à Calais qu'ailleurs.

La même politique frappe les migrants des campements de la région parisienne régulièrement démantelés sans proposition de solution, et aussi les milliers de

migrants sans titre de séjour partout en France, plongés dans une grande précarité, qui ne peuvent retourner dans un pays qu'ils ont fui.

Exigeons des mesures respectueuses des Droits humains fondamentaux :

- ✓ Un plan d'urgence pour ceux de Calais, prenant en compte chaque situation individuelle ;
- ✓ L'ouverture des frontières et la liberté de circulation ;
- ✓ Un accueil humanitaire des migrants avec ou sans-papiers ;
- ✓ La suppression du règlement « Dublin III »* et des Accords du Touquet ; **
- ✓ Un droit au logement pour toutes et tous quelle que soit la nationalité ;
- ✓ Un engagement de la France au sein de l'Europe pour une véritable politique d'accueil des personnes migrantes.

* Le règlement "Dublin III" (2013) renvoie au pays de l'UE dans lequel a été formulée la demande d'asile initiale la charge de l'instruction et de la décision finale. Ainsi la Grèce reçoit la quasi-totalité des réfugiés du Moyen Orient et demande en vain un accord de répartition des réfugiés dans l'UE.

** les accords du Touquet, signés en 2003 par Sarkozy, ministre de l'intérieur, permettent à l'Angleterre de "déplacer sa frontière" sur le territoire français et oblige la police française à bloquer les migrants désirant se rendre en GB.

Rassemblement tous les 1er mercredis du mois 18h devant le Palais de justice

Signatures : La CIMADE Groupe Local Poitiers, Droit au Logement 86, Ligue des Droits de l'Homme Châtelleraut, Réseau Éducation Sans Frontières 86, Solidaires 86, UD CGT 86, Ensemble 86, Mouvement des Jeunes Communistes de France 86, Nouveau Parti Anticapitaliste 86, Parti Communiste Français 86, Parti de Gauche 86.

Poitiers le 2 mars 2016

Contact: dnsi86info@gmail.com

 dnsi86